


- o les œuvres du Soir
- o via Rossel
- o rossel.be
- o vlan
- o photobook
- loisirsloisirs
 - o auto
 - o voyages
 - o restos
 - o balades audio
- jeux&concours
 - o concours
 - o sudoku
 - o instantsports

- vendredi 16 mai 2008

- 
- 13 °C
- 19 °C

-  Bel-20
- -0,85 %

Rechercher :

-
- Rechercher :
-
- Archives
- rss

- régions
 - o hainaut

recommander

imprimer

envoyer

poster

- aA
- Aa

TOURNAI / La Wallonie picarde en chantier (I)

Wallonie picarde en chantier : Une région derrière le nom

SANDRA DURIEUX

jeudi 15 mai 2008, 17:32

UN VÉRITABLE plan marketing est lancé pour que la Walpic devienne une réalité tant en interne qu'en externe.

Pour être connue, la Wallonie picarde doit se vendre. A l'heure de la communication à outrance, la stratégie doit être étudiée et parfaitement maîtrisée pour arriver à l'objectif final : véhiculer l'image d'un territoire unique, fort et cohérent tant au sein de la population et des acteurs institutionnels qu'à l'extérieur.

Les membres du conseil de développement ont bien saisi l'importance de cette étape et ont décidé de lancer un plan marketing digne de ce nom. Une mission prise en charge pour l'heure par l'intercommunale Ideta qui a travaillé avec un bureau spécialisé pour lancer les prémices d'une véritable campagne de promotion de la Wallonie picarde. Plusieurs outils ont déjà été mis en œuvre et d'autres suivront au fur et à mesure que le travail de communication montera en puissance. *« Notre premier moyen de promotion est ce nouveau nom, Wallonie picarde, explique Alexandre Valée, chargé de communication chez Ideta. Le choix du vocable sera toujours contesté et le fait qu'il ait été apporté par Rudy Demotte lui conférera toujours une connotation politique. Mais désormais, ce nom commence à percoler et le débat s'éteint progressivement. Tous ont compris qu'il s'agissait bien plus qu'une question de vocabulaire. »*

Désormais, il faut convaincre le grand public d'intégrer l'appellation et surtout de comprendre à quoi il correspond. *« Il faut persuader les habitants de la région que derrière le terme Wallonie picarde, il y a un moteur de développement qui s'est mis en marche et que tous peuvent en être les acteurs. »*

Un logo et un slogan

La Wallonie picarde doit envahir les oreilles et capter l'attention. Pour cela, elle s'est dotée depuis janvier d'un logo et d'un slogan : *« du cœur et du talent »*. *« Le logo apparaîtra progressivement dans l'univers visuel des gens. Par exemple, les deux intercommunales de développement économique envisagent une signalétique commune pour les accès aux zones d'activités économiques de Wallonie picarde. »* De l'affichage routier aux papiers à en-tête des institutions en passant par divers produits marketing, les possibilités d'utiliser ce logo sont multiples et variées.

Mais à côté des outils techniques, la Walpic mise aussi sur son capital humain pour se faire connaître. Ainsi, le 16 mai, une charte d'ambassadeur sera proposée à la signature des membres du conseil de développement. Ces propagandistes d'un genre nouveau auront pour mission de faire connaître la région et ses atouts partout où elle peut l'être. Dans le même ordre d'idées, des personnes-relais seront choisies dans les régions voisines (Lille, Flandre, Bruxelles mais aussi les Pays-Bas ou le Kent) pour intensifier les échanges et même intéresser d'éventuels investisseurs.

Une communication vers l'extérieur qui utilise comme premier vecteur, le tourisme. Les deux Maisons du Tourisme (Tournaisis et Picardie) travaillent d'ailleurs main dans la main pour véhiculer l'image d'un territoire unique et ce, à travers la participation commune à des salons ou via l'édition de brochures.

Pour le conseil de développement, c'est sûr : la Wallonie picarde peut se différencier des autres régions européennes par la qualité de ses atouts territoriaux, qu'il s'agisse de son patrimoine, de ses paysages, de ses zones d'implantations économiques, de son équipement ou de ses acteurs. Alors autant le faire savoir et pour cela, tous les moyens sont bons. Mais une coordination des initiatives est indispensable pour éviter qu'elles ne partent dans tous les sens et ne dévient de leurs objectifs initiaux : rendre la population fière de participer au développement de son territoire, favoriser la consommation touristique et rendre la Wallonie picarde la plus séduisante possible aux yeux des investisseurs, des entreprises et même de ses futurs habitants.

vos réactions

Pour réagir à cet article

- introduisez votre nom d'utilisateur
- rédigez votre commentaire
- postez

• Nom d'utilisateur :



- régions
 - hainaut

TOURNAI / La Wallonie picarde en chantier (II)

Exister au cœur de trois régions

SANDRA DURIEUX

jeudi 15 mai 2008, 17:32

COINCÉE entre Lille et Bruxelles, la Walpic doit émerger. Les émissions transfrontalières y contribuent.



Les équipes de No Télé travaillent en collaboration avec leurs consœurs flamandes et françaises pour produire des émissions transfrontalières communes qui œuvrent au rayonnement de la Wallonie picarde.

© corali

Une situation idéale. La Wallonie picarde a la chance de se situer aux portes de deux eurométropoles, Lille à l'ouest et Bruxelles à l'est. Elle peut ainsi profiter de l'eurocorridor qui relie les deux grandes villes avec ce que cela suppose en termes d'expansion économique, touristique, culturelle et même démographique.

Mais le projet de région est aussi né de la crainte de voir la Wallonie picarde engloutie par ces deux mastodontes et de n'être qu'une morne plaine séparant ces territoires.

« *La Wallonie picarde doit donc occuper une place de partenaire solide au carrefour de la France, la Flandre, Bruxelles et la Wallonie* », recommande le projet de territoire. Une volonté qui sera concrétisée dans le cadre de contrats-projets conclus avec divers niveaux de pouvoirs (Fédéral, Union européenne, Région, Province), mais aussi dans le cadre de partenariats bilatéraux à négocier avec les territoires voisins.

Des partenariats qui peuvent épouser de multiples formes et qui concernent de nombreux domaines. Beaucoup d'entre eux sont d'ailleurs déjà entamés et certains de longue date. C'est le cas des émissions transfrontalières coproduites par No Télé, C9 (Lille) et WTV (Flandre-Occidentale). Si la collaboration avec la France perdure depuis plus de quinze ans, le rapprochement avec la Flandre-Occidentale est plus récent (6 ans). Un triple partenariat pour la production d'émissions communes qui reste à ce jour unique en Europe. *« Nous nous sommes rendu compte que nous étions adossés mais que nous ne nous regardions jamais, explique Jean-Pierre Windberg, directeur de No Télé. Nous ignorions tout de l'autre : de son folklore, de ses grands événements. Nous avons donc commencé à nous rapprocher via la culture. »*

Renforcer la charnière commune aux trois régions tout en respectant la spécificité des particularismes culturels, tel est l'objectif de ces émissions transfrontalières. *« Elles sont réalisées par une équipe rédactionnelle composée de journalistes des trois chaînes régionales, ajoute Jean-Pierre Windberg. Les programmes sont bilingues : les interviews sont sous-titrées et les commentaires sont dans la langue propre à chaque chaîne, ce qui confère une dynamique toute particulière aux émissions. »*

Pour l'heure, les informations portent sur les domaines économiques, sociaux et culturels et sont relayées au travers de deux programmes (Puls et Transit) communs aux trois chaînes.

Une aventure unique avec des résultats à la clé. *« Au vu des nombreuses réactions, tant les acteurs des secteurs économique et culturel que le grand public semblent apprécier ces émissions. »*

Et pour cause, avec son 1,3 million de téléspectateurs potentiels, les trois chaînes et au travers elle, les trois régions concernées, s'offrent une ouverture inespérée sur le monde. La Wallonie picarde, elle aussi, y gagne. *« Travailler sur une diffusion eurorégionale fait que les particularismes sont gommés. Ce n'est pas à Ath ou à Tournai que ça se passe, mais en Wallonie picarde ! », ajoute Jean-Pierre Windberg.*

Et l'aventure ne va pas s'arrêter en si bon chemin : plusieurs projets ont été déposés dans le cadre du programme de cofinancement européen Interreg IV. *« De nouveaux partenaires sont venus nous rejoindre comme le Choq ou les chambres de commerce. Les émissions actuelles seront consolidées et une nouvelle apparaîtra. »*

Transactua informera ainsi les téléspectateurs sur ce qui fait débat chaque semaine dans les trois pôles de l'eurométropole. *« Nous parlerons par exemple des gigantesques travaux de mise à gabarit de la Lys en cours actuellement à Courtrai et dont peu de Tournaisiens ou de Lillois connaissent l'existence. »*

Les émissions transfrontalières popularisent l'eurométropole et à travers elle, la Wallonie picarde. Par l'intermédiaire du petit écran, la région entre dans le quotidien de ses habitants et fait valoir ses atouts auprès de ses proches voisins.

« Wallonie picarde : stupidité linguistique »

M. Debrabander, de Mouscron, a réagi à l'article consacré à la Wallonie Picarde. Il s'exprime sur le choix de cette dernière appellation.

« Hainaut occidental », c'est clair : c'est l'ouest de la province du Hainaut. Une sous-région limitée par une frontière nationale (la France), régionale (la Flandre) et par une ligne allant d'Enghien à Bernissart. Depuis 1960, certains ont voulu créer une identité pour cette sous-région et la promouvoir sous cette appellation. Pourquoi avoir voulu inventer « Wallonie picarde » ? Était-on gêné d'être hennuyer ? Ou était-ce une forme de snobisme, comme le suggère Wikipedia ?

On a surtout mélangé allégrement les genres : la géographie (Wallonie) et la dialectologie (picarde). On a ainsi commis une grossière erreur : la zone du dialecte picard en Wallonie s'étend jusqu'à l'est de Mons. On a surtout créé une belle pagaille : certains parlent maintenant aussi de Picardie wallonne.

Arrêtons le gâchis, reparlons de « Hainaut occidental ». Mieux, travaillons pour défendre cette région.

- régions
 - hainaut

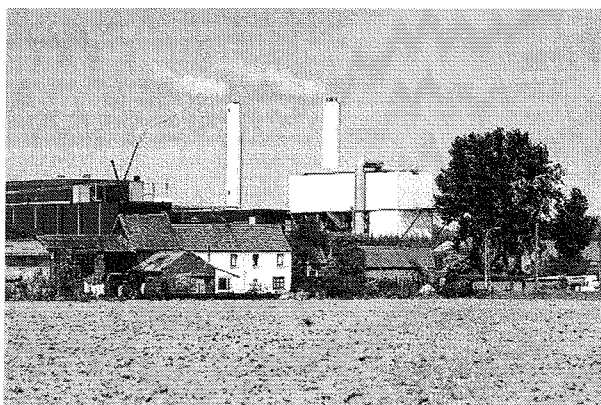
THUMAIDE / La Wallonie picarde en chantier (III)

Se développer, mais durablement !

SANDRA DURIEUX

jeudi 15 mai 2008, 17:32

LE PARC Polaris alimenté par la vapeur de l'incinérateur de Thumaide ? Un exemple des synergies possibles.



Outre des fumées, l'incinérateur de Thumaide produit également de la vapeur qui pourrait servir à alimenter les industriels qui s'installeraient dans le futur parc d'activités Polaris. © coralie cardon.

La Wallonie picarde, laboratoire de l'énergie verte ? Pourquoi pas ! C'est en tout cas une des volontés affichées dans le projet de territoire qui souhaite faire de la région, une terre d'excellence dans le domaine des politiques environnementales. Plusieurs chantiers ont d'ailleurs déjà été lancés, notamment dans le domaine de l'éolien.

Plus qu'une simple politique énergétique, le conseil de développement veut fédérer les acteurs autour de projets multisectoriels dans une logique de développement durable. Un des moyens pour y parvenir est de favoriser les synergies, la mise en commun des connaissances scientifiques, techniques ou opérationnelles pour obtenir les meilleurs résultats possibles pour l'environnement, mais également pour le développement futur des institutions.

Une idée qui fait son chemin petit à petit et qui s'illustre à merveille dans le projet commun des intercommunales Ideta (Développement économique) et Ipalle (propreté publique). Celles-ci planchent en effet sur la possibilité d'alimenter en énergie la future zone d'activités économique Polaris – à cheval

sur les communes de Belœil et de Péruwelz – à partir de l'incinérateur de Thumaide, situé à moins de 3 km à vol d'oiseau.

Ce dernier est en effet équipé de trois fours – une demande de permis est introduite pour un quatrième four – qui sont tous dotés de chaudières de récupération d'énergie. La vapeur produite par celles-ci est transformée en électricité (133 millions de kWh en 2006) qui est exportée en grande partie sur le réseau. Plutôt que d'expédier cette énergie sur le réseau, l'idée serait donc de l'amener jusqu'au parc d'activités où elle alimenterait en vapeur ou en électricité (ou les deux en même temps) un ou plusieurs industriels.

Une opération win-win pour les deux intercommunales : Ipalle assure un rendement optimal de la vapeur produite par l'incinérateur (un rendement encore meilleur si l'industriel acquiert directement la vapeur et non l'électricité) et Ideta propose une réelle plus-value au parc d'activités en mettant à disposition des futurs investisseurs une production énergétique susceptible de remplacer le fuel. Ce faisant, les entreprises du futur zoning diminueraient leur impact sur l'environnement en limitant les rejets polluants dans l'atmosphère.

« Cela fait longtemps que nous essayons de valoriser Thumaide, explique Gonzague Delbar, directeur général d'Ipalle. Ainsi, notre premier projet date de 1983. Nous avions l'idée d'alimenter en vapeur le site des Engrais Bataille grâce à un pipeline longeant la ligne de chemin de fer. Le projet a capoté car le cours du pétrole s'est effondré. »

Aujourd'hui, il est acquis que le prix du pétrole, nécessaire à la production d'énergie des industriels, ne cessera d'augmenter. Les alternatives sont donc les bienvenues et constituent un réel argument de vente. *« Fin 2006, un gros industriel flamand s'est montré très intéressé par la zone de Péruwelz, mais il a jeté son dévolu sur un autre parc d'activités car la reconnaissance de la ZAE Polaris prenait trop de temps. »*

Un intérêt des investisseurs qui risque encore d'accroître si l'incinérateur obtient son permis pour l'installation d'un quatrième four. *« Avec cette installation supplémentaire, les risques de voir la production diminuer en raison des entretiens ou d'incidents se réduisent fortement. Nous pourrions garantir 75 % de la production énergétique toute l'année. »*

Si le permis est accordé, la capacité d'incinération passerait à 400.000 tonnes de déchets annuels et la production d'électricité à partir de la vapeur passerait à 200 millions de kWh annuels. Aux yeux des riverains toutefois, le gain écologique réalisé grâce à cette opération n'occultera pas les conséquences environnementales d'une hausse de la capacité d'incinération. Une étude d'incidences est justement en cours pour évaluer l'impact de cette augmentation sur les émissions atmosphériques et surtout sur le charroi des camions acheminant les déchets.

Mais le projet commun aux deux intercommunales a au moins le mérite d'optimiser au maximum une activité qui fera toujours débat



- régions
 - hainaut

ATH / La Wallonie picarde en chantier (IV)

La haute technologie, l'autre secteur porteur

SANDRA DURIEUX

jeudi 15 mai 2008, 17:32

LE CARAH met au point des machines susceptibles de révolutionner le monde de l'agroalimentaire.

L'innovation au pouvoir. Un des premiers objectifs du développement de la Wallonie picarde est de créer un emploi de qualité pour le plus grand nombre. Pour cela, il faut dynamiser l'ensemble des potentialités socioéconomiques du territoire. Et dans une série de secteurs porteurs (agroalimentaire, bio-industries, tourisme, logistique), la Wallonie picarde présente déjà des atouts qu'il s'agit de renforcer. « *Ces secteurs sont potentiellement générateurs d'emplois non délocalisables*, précise-t-on dans le projet de territoire. *Ils doivent pouvoir bénéficier des ressources scientifiques et infrastructurelles déjà existantes mais qui seront davantage intégrées et interconnectées.* »

De par sa situation géographique et son réseau de voies de communication (tant routier que fluvial), on sait déjà que la Wallonie picarde est une terre fertile pour la logistique. De nombreuses initiatives voient le jour pour tenter de développer le secteur : centre de formation du Forem à Estaimpuis, projet de parc logistique (Orientis) à Ollignies...

Mais la région a plus d'un atout dans son sac. Et si les synergies entre l'enseignement, la qualification et les besoins des entreprises resteront un défi crucial, des initiatives originales montrent déjà la voie à suivre.

Ainsi, la collaboration fructueuse entre le centre agronomique de recherches appliquées du Hainaut (Carah) et la haute école provinciale du Hainaut occidental (Hepho) notamment dans le domaine de l'agroalimentaire. En partenariat avec la firme Rovi-Tech, les ingénieurs et les étudiants appliquent les technologies de l'intelligence artificielle pour solutionner des problèmes pratiques du secteur. Ainsi, le projet Acrytox qui pourrait révolutionner le secteur de la production de frites.

« *Un des gros problèmes pour les entreprises qui transforment les pommes est que la couleur de celles-ci varie non seulement en fonction des variétés mais également au cours de la saison*, explique Thierry Marique, ingénieur en charge du projet. *Les pommes de terre sont donc hiérarchisées par classe dès leur*

arrivée avec un risque de perte important pour les agriculteurs lorsque leur production n'entre pas dans la bonne classe. »

Le souci est que cette estimation est réalisée par une personne, certes spécialisée, qui rend son verdict après avoir simplement observé la pomme de terre coupée en frites. Le risque d'erreur humaine n'est pas exclu.

L'idée est donc d'objectiver et d'accélérer l'opération grâce à un ordinateur. *« Nous avons mis au point une machine qui utilise la technologie de l'intelligence artificielle, ajoute Thierry Marique. Le principe est simple : nous faisons apprendre au système tout une série de choses grâce à des sortes de neurones artificiels. »*

La machine mise au point par les ingénieurs du Carah et les étudiants de la Hefho a donc appris à classer les frites selon leurs couleurs. *« Les frites sont photographiées par l'appareil qui les classe ensuite selon l'échelle de mesure qui lui a été enseignée. On peut faire évoluer cette échelle en fonction de l'exigence de qualité souhaitée par les entreprises ou les habitudes qui varient d'un pays à l'autre. En Belgique par exemple, pour être bonne, la pomme de terre doit être jaune. En Angleterre, on la préfère blanche. »*

Un prototype a été construit et s'adapte parfaitement aux conditions d'utilisation en industrie. Des recherches se poursuivent pour encore améliorer le système et lui permettre de détecter le taux d'acrylamide (molécule nocive) contenu dans les pommes de terre toujours à partir de leur couleur.

D'autres déclinaisons sont également à l'étude comme l'évaluation du croquant ou du croustillant des produits à base de céréales ou de fruits secs et cela à partir de la simple analyse du son ! On peut même imaginer mettre au point un nez artificiel capable de prédire des propriétés aromatiques...

Vu l'intérêt marqué des industriels – des entrepreneurs chinois voulaient déjà acheter le prototype –, le Carah a déposé une demande de subside First spin-off pour tenter de développer la machine et de la commercialiser.

Mais derrière ce projet, c'est de la création d'une plateforme d'intelligence artificielle en agroalimentaire en Wallonie picarde dont il est question. Celle-ci se consacrerait au développement de solutions appliquées aux industries alimentaires.

Face à un secteur demandeur, les perspectives commerciales sont alléchantes et avec elles, de nombreuses créations d'emplois pour la région.

The logo for lesoir.be, featuring the text "lesoir.be" in white lowercase letters on a black rectangular background with a white border.

- régions
 - [hainaut](#)

TOURNAI / La Wallonie picarde en chantier (V)

Une vraie communauté dès 2009 ?

SANDRA DURIEUX

jeudi 15 mai 2008, 17:32

RUDY DEMOTTE voudrait une reconnaissance du concept territorial par décret. Philippe Courard n'y est pas favorable.

La reconnaissance de la Wallonie picarde passe par l'affirmation de son existence institutionnelle. Inspiré par l'exemple français – et notamment la communauté urbaine de Lille – le conseil de développement mise sur l'instauration d'une communauté de communes pour piloter le territoire. Sous quelle forme ? Avec quelles compétences ? Aucune décision définitive n'a encore été prise et pour cause, elle doit faire l'objet du consensus le plus large possible pour éviter une crispation des pouvoirs locaux.

L'échec, jusqu'à présent, de la fusion des deux intercommunales de développement économique Ideta et IEG, est un exemple de la difficulté des uns et des autres à lâcher des prérogatives. Prudent, le conseil de développement a donc décidé, avant d'aller plus loin dans la concrétisation du projet de territoire, de le soumettre à chacun des 23 conseils communaux de la région. L'occasion également de prendre la température au sujet de la communauté de communes. Rudy Demotte (PS), président du conseil de développement de la Wallonie picarde, a déjà sa petite idée sur la forme que devrait prendre cette instance. *« Il doit s'agir d'un organe intégré, unique qui dispose d'agences techniques pour mettre en œuvre sa politique, confie-t-il. Une politique dessinée au sein de plusieurs lieux. Tout d'abord au sein d'un conseil communautaire où l'ensemble des conseils communaux serait représenté. »*

Le conseil de développement existerait toujours mais sans les acteurs politiques. Les représentants du monde culturel, socio-économique et autre s'y réuniraient alors pour définir les stratégies à adopter. *« L'agence technique serait le bras armé de ces conseils et pourrait reprendre les attributions d'une ou plusieurs intercommunales »,* ajoute Rudy Demotte.

Le Flobecquois croit dur comme fer à la formule et n'est pas échaudé par les échecs des précédentes tentatives. *« A Charleroi, il n'y avait ni projet de région ni même un conseil de développement contrairement à la Wallonie picarde. Cela démontre que nous sommes déjà plus loin dans les procédures. Et puis, nous ne sommes pas butés sur la forme, l'important ce sont les résultats engrangés. »*

»

L'avance de la Wallonie picarde sur le sujet est confirmée par le ministre de la Fonction publique, Philippe Courard (PS). « *Elle est la plus crédible, précise-t-il. L'état d'esprit de l'ensemble des mandataires est excellent en Wallonie picarde et je ne peux que l'encourager.* »

S'il est favorable au concept, Philippe Courard n'est pas chaud à l'idée de légiférer sur le sujet. « *Je ne veux pas imposer les choses par un décret, je préfère le dialogue, explique-t-il. Il faut trouver la structure la plus adaptée possible au territoire et elle n'est pas forcément la même d'une région à l'autre car les thématiques sont différentes. Un décret donnerait l'impression que je veux coincer les gens. Et puis, je suis frileux à l'idée d'ajouter une couche institutionnelle supplémentaire à l'ensemble des niveaux de pouvoirs déjà existants et qui paraissent déjà trop nombreux aux yeux de la population.* »

Un point de vue catégoriquement différent de celui de Rudy Demotte. « *Je voudrais que le prochain gouvernement issu des élections régionales de 2009 soit celui de la reconnaissance par décret de ce nouveau concept territorial* », affirme-t-il. Le ministre-président de la Région wallonne va même plus loin en contrecarrant les arguments de Philippe Courard sur la création d'un niveau de pouvoir supplémentaire. « *Entre les communes et la Région, il n'y a pas un pouvoir intermédiaire qui corresponde aux besoins réels des citoyens.* »

Faut-il comprendre que l'avenir des Provinces est en sursis ? « *Des discussions sont actuellement menées au niveau wallon sur le futur de ces institutions et leur maintien ou non dans leur forme actuelle, confirme-t-il. Dans les sphères dirigeantes, on a conscience que de nouvelles formes de structures territoriales peuvent naître. Bien sûr la communauté de communes ne pourra pas être transposée comme telle pour tous les territoires. C'est pour cela que je pense qu'il faut passer par des projets-pilotes. La Wallonie picarde pourrait montrer la voie à suivre.* »

S'il ne veut pas d'un décret, Philippe Courard estime néanmoins que la communauté de communes peut déjà exister via une association de projets. « *Le cadre légal est là, il suffit de l'habiller. Pas besoin de décret pour cela.* »

Une voie que Rudy Demotte se voit bien emprunter pour offrir un cadre au financement de cette communauté de communes. Mais elle ne resterait alors qu'une première étape.

The logo for lesoir.be, featuring the text "lesoir.be" in a white, lowercase, sans-serif font inside a black rectangular box with a white border.

- régions
 - hainaut

COMINES / La Wallonie picarde en chantier (VI)

Accroître le tourisme de court séjour

SANDRA DURIEUX

jeudi 15 mai 2008, 17:32

POUR CELA, il faut des attractions comme le futur centre d'interprétation de la Grande Guerre.

La Wallonie picarde est déjà une contrée touristique. Grâce à son patrimoine (le beffroi et la cathédrale de Tournai, l'hôpital Notre-Dame à la Rose), son folklore (la ducasse d'Ath) ou ses événements culturels variés, la région attire chaque année des milliers de visiteurs en provenance de Belgique, de toute l'Europe et même parfois d'un peu plus loin.

Mais sur le plan économique, la Walpic ne profite que très peu de ce terreau fertile. Faute d'infrastructures hôtelières et de réelle coordination entre les diverses attractions, les touristes ne s'éternisent pas.

Le développement du tourisme de court séjour constitue dès lors un véritable défi à relever pour les prochaines années. Les perspectives de retombées économiques sont importantes sans parler de l'enjeu pour l'image extérieure de la région et de son affirmation en tant que territoire à part entière.

Pour le Conseil de développement, l'accroissement de l'attractivité de la Walpic passe inévitablement par la mise en œuvre d'opérations de revitalisation des centres urbains (de piètre qualité) et par la mise en réseau de ceux-ci via des projets communs. Le but : rendre les villes accueillantes pour capter l'attention des touristes et ensuite, tenter de les garder au moins une nuitée. Le développement de l'hôtellerie passera par une étroite collaboration avec le secteur privé. Encore faut-il lui offrir des perspectives intéressantes.

En termes de tourisme de masse, la région ne peut tabler pour l'instant que sur deux attractions : le Parc Paradisio de Brugelette et l'Ice Mountain de Comines. Avec ses 50.000 visiteurs potentiels, le futur centre d'interprétation de la Grande Guerre à Comines-Warneton s'afficherait comme un complément historique et culturel idéal.

« Il s'agit tout simplement de l'unique projet d'envergure sur la guerre 14-18 en Wallonie, explique Jean-Jacques Vandebroucke, échevin à Comines-Warneton et membre de l'association Deulys qui pilote le projet. C'est normal car les plus grands faits se sont déroulés en Flandre et en France. Mais

Comines se trouvait en Flandre à l'époque et a été complètement détruit comme l'ensemble du seillon d'Ypres. Les Anglais avaient établi leur campement ici et le mémorial de Ploegsteert leur rend hommage. Nous comptons aussi 22 cimetières britanniques et régulièrement encore, nous découvrons des corps, des obus ou des trous de mines. »

Le souvenir de la Grande Guerre est encore très présent, que ce soit lors des « Last Post » organisés chaque premier vendredi du mois ou lors de la course du souvenir le 11 novembre.

« L'association transfrontalière Deulys et la Région Wallonne ont fait réaliser une étude de requalification des potentialités touristiques de cette zone, ajoute Jean-Jacques Vandembroucke. Celle-ci a montré qu'il fallait un équipement fort et porteur d'emploi. » Ce projet, c'est le centre d'interprétation de la Grande Guerre, qui a été soumis au programme de cofinancement européen Interreg. *« Il ne s'agit pas d'un musée comme on pourrait l'imaginer avec des collections d'armes, des tracés des lignes de front ou des explications sur les enjeux de cette guerre. Nous, nous voulons vraiment montrer les hommes vivant dans la guerre. »*

Les visiteurs pourront notamment découvrir comment vivaient les soldats durant la guerre 14-18 et comment s'organisait l'immense campement militaire britannique basé à Ploegsteert. *« Il y a énormément de choses à découvrir : la construction de la voie ferrée par les Chinois, l'hôpital souterrain, mais aussi comment se déroulait la vie quotidienne à l'arrière-front quand les soldats prenaient congé. »*

Les visiteurs seraient accueillis par un petit film avant d'être redirigés vers des espaces reconstitués à l'identique comme un estaminet, une maison en ruine ou des catacombes.

Entre 50 et 70.000 personnes devraient visiter chaque année ce centre qui coûtera près de 6 millions d'euros.

Si le projet est admissible au programme de cofinancement européen, la construction pourrait débuter dès 2009. *« Ce n'est pas un projet passéiste, ajoute encore Jean-Jacques Vandembroucke. Nous créons de l'emploi (huit équivalents temps-plein, NDLR) pour un tourisme intelligent. »*